

6 Novembre, 2019

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député
Premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

La présente a pour but d'effectuer un suivi quant aux efforts déployés par nos organisations pour exprimer nos inquiétudes à l'égard des propositions des États-Unis relativement à l'importation de médicaments, ainsi que de leurs répercussions sur l'approvisionnement en médicaments du Canada. Au moment où vous vous préparez à former votre prochain gouvernement, nous vous exhortons à prioriser la prise en compte et le traitement de cet enjeu et à travailler avec les autres membres du Parlement pour défendre les intérêts de tous les Canadiens. Nous souhaitons réitérer notre demande urgente de précisions quant aux mesures que le gouvernement compte prendre pour prévenir les pénuries de médicaments causées par l'importation potentielle par les États-Unis de médicaments provenant du Canada.

Nous croyons que cet enjeu complexe nécessite **une intervention rapide et décisive** de la part du gouvernement du Canada et souhaitons participer à l'évaluation des prochaines étapes par le gouvernement. À notre avis, l'adoption d'une approche pangouvernementale est nécessaire pour prévenir le transfert de l'approvisionnement en médicaments du Canada aux États-Unis par l'entremise de la vente en gros et de l'importation en vrac par les États-Unis, y compris toute disposition prise par les entités commerciales qui distribuent des médicaments canadiens aux États-Unis de façon massive. Nous encourageons le gouvernement à adopter une vision élargie des mesures disponibles, notamment sur les plans de la législation, de la réglementation et des politiques, pour protéger l'approvisionnement en médicaments du Canada, et espérons qu'une rencontre future nous permettra d'approfondir la question. Nous encourageons également le gouvernement à tirer parti de l'expertise et de l'expérience de nos organisations de patients, de fournisseurs de soins de santé et sectorielles afin d'éviter toute conséquence inattendue pour les Canadiens.

Nous avons joint à la présente une lettre envoyée à M^{me} Ginette Petitpas Taylor, ministre de la Santé, dans laquelle nous réagissons à diverses propositions législatives du gouvernement fédéral américain et de certains États qui permettraient l'importation de médicaments provenant du Canada. Nous sommes reconnaissants de la réponse rapide de madame la ministre à notre lettre datée du 25 juillet et de la table ronde de rétroaction du 12 août avec les représentants de Santé Canada. Bien que nous soyons aussi reconnaissants de la séance d'information technique subséquente avec les représentants de Santé Canada, celle-ci n'a pas apaisé nos inquiétudes concernant les propositions du gouvernement fédéral américain et de certains États quant à l'importation de médicaments provenant du Canada.

Peu de temps après l'envoi de notre lettre à M^{me} Petitpas Taylor, le gouvernement des États-Unis a publié son propre plan d'importation, lequel comporte un volet visant expressément à permettre l'importation de médicaments provenant du Canada par les États, les pharmacies et les grossistes. Le secrétaire du département américain de la Santé et des Services sociaux a affirmé en faisant référence à ce plan : « Il s'agit des mêmes médicaments que ceux auxquels les citoyens canadiens ont accès dans les villes

canadiennes¹. » De récents bulletins d'information laissent croire que la Food and Drug Administration des États-Unis aurait déjà soumis à la Maison-Blanche des projets de règlement pour une partie du plan d'action des États-Unis en matière d'importation sécuritaire (*Safe Importation Action Plan*) aux fins d'approbation².

Comme nous l'avons souligné dans notre lettre et lors de notre rencontre subséquente avec M^{me} Petitpas Taylor, les hôpitaux et les pharmacies locales sont tenus de manière à desservir la population canadienne. Ils ne peuvent répondre aux besoins d'un pays supplémentaire – encore moins un pays 10 fois plus peuplé – sans qu'il s'en suive de lourds problèmes d'accessibilité ou de qualité. Pour plusieurs raisons complexes, les patients canadiens composent déjà avec des pénuries de médicaments constantes. Notre système de santé n'est tout simplement pas en mesure de supporter des pressions externes supplémentaires sur notre approvisionnement en médicaments. D'ailleurs, au cours des six dernières semaines seulement, plus de 100 nouveaux médicaments ont fait l'objet de pénuries au Canada³.

Les patients des collectivités frontalières canadiennes ont déjà connu des pénuries de médicaments temporaires en raison de l'augmentation du nombre de patients américains qui traversent la frontière pour se procurer des médicaments. Les pharmaciens se retrouvent ainsi aux prises avec un dilemme éthique : protéger l'approvisionnement en médicaments du pays ou remplir leur devoir professionnel en fournissant aux patients les médicaments dont ils ont besoin pour survivre.

Nous avons noté avec satisfaction votre déclaration publique concernant le plan d'action des États-Unis en matière d'importation sécuritaire, ainsi que votre engagement à maintenir l'accès des patients à tous les types de médicaments d'ordonnance. Parallèlement, il est important de reconnaître que la simple évocation du plan des États-Unis peut avoir des conséquences négatives sur l'approvisionnement en produits pharmaceutiques du Canada, notamment en semant la panique chez les patients et en les incitant à faire des provisions.

Nous croyons que les Canadiens se réjouiront de voir le gouvernement agir de manière ferme et décisive.

Pour cette raison, au cours des prochaines semaines, nous exhortons notre gouvernement à prioriser l'utilisation de leviers pour protéger l'approvisionnement en médicaments du Canada des plans d'importation des États-Unis, et à collaborer avec nos membres, dont l'expérience et l'expertise contribueront à la mise en place d'une solution politique optimale pour les Canadiens.

Les Canadiens ont besoin de connaître les mesures que le gouvernement est disposé à mettre en œuvre pour protéger l'approvisionnement en médicaments du pays, et nous sommes prêts à soutenir cet effort en prenant part à un échange de points de vue plus ouvert. Nous sommes impatients de travailler avec le gouvernement à cette fin et réitérons notre volonté de fournir une rétroaction honnête tout au long de ces discussions.

¹ <https://www.weau.com/content/news/Trump-Administration-plans-to-allow-prescription-drug-imports-from-Canada--514019891.html>

² <https://insidehealthpolicy.com/inside-drug-pricing-daily-news/trump-import-plan-would-complicate-tracking-storing-drugs>

³ <https://www.pharmacists.ca/actualites-et-evenements/actualites/les-partis-federaux-restent-muets-tandis-que-les-penuries-de-medicaments-se-multiplient-deja-plus-de-129-nouvelles-penuries-signalees-depuis-notre-appel-a-l-action/?lang=fr>

Sincères salutations,

L'Alliance for Safe Online Pharmacies Canada
Joelle Walker, présidente

La Coalition pour de meilleurs médicaments
John Adams, président et Paulette Eddy, directrice générale

L'Institut canadien pour la sécurité des patients
Chris Power, directrice générale

L'Association médicale canadienne
Sandy Buchman, MD, CCMF (SP), FCMF, président

L'Association des infirmières et infirmiers du Canada
Mike Villeneuve, directeur général

L'Organisation canadienne des maladies rares
Durhane Wong-Rieger, présidente-directrice générale

L'Association des pharmaciens du Canada
Joelle Walker, vice-présidente, Affaires publiques

La Société canadienne des pharmaciens d'hôpitaux
Tania Mysak, BSP, Pharm. D., présidente

Diabète Canada
Seema Nagpal, vice-présidente, Sciences et politiques

SoinsSantéCAN
Paul-Émile Cloutier, président et chef de la direction

La Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé
Connie Côté, directrice générale

McKesson Canada
Anthony Leong, vice-président, Affaires gouvernementales

L'Association canadienne des pharmacies de quartier
Sandra Hanna, vice-présidente, Affaires pharmaceutiques

OnPharm-United
Sherif Guorgui, codirecteur général/stratège en chef et directeur des relations avec les intervenants

Pharmaprix/Les Compagnies Loblaw limitée
Deb Saltmarche, directrice principale, Affaires corporatives

c. c. :

L'honorable Ginette Petitpas Taylor, C.P., députée

L'honorable Andrew Scheer, C.P., député

Yves-François Blanchet, C.P., député

Jagmeet Singh, C.P., député

Elizabeth May, C.P., députée

Ian Shugart

Stephen Lucas

Marta Morgan

Katie Telford

Brian Clow